Grèce

DES DÉTENUS POLITIQUES LANCENT UN APPEL AUX « QUATRE GRANDS »

Plusieurs détenus de l'île Leros ont réussi à faire parvenir clandestinement une lettre à Londres demandant aux Quatre Grands d'intervenir pour obtenir la libération des mille deux cents prisonniers politiques incarcérés par le régime actuel. L'appel adressé aux gouvernements des Quatre, et diffusé à Londres par une agence d'information grecque, déclare notamment : « L'administration du camp refuse de reconnaître nos représentants et essaie d'ignorer nos graves problèmes afin de nous rendre la vie encore plus difficile. »

La lettre affirme que plusieurs détenus sont morts en raison de la mauvaise nourriture et des conditions de détention.

A Athènes, on apprend que la police a démantelé un groupe clandestin qui avait l'intention de détruire les installations du stade Karaiskakis, où se déroulent actuellement les championnats d'Europe d'athlétisme. Ce groupe, selon les informations qui ont pu être recueillies, avait à sa tête plusieurs anciens officiers de l'armée. D'autre part, apprend-on de source privée, une jeune sociologue, Mme Daphné Simitis, mère de deux enfants âgés de quatre ans et deux ans, a été incarcérée par la police grecque sans qu'aucune charge ait pu être recueillie contre elle. Elle est l'épouse d'un avocat, Me Constantin Simitis, ancien secrétaire général du club politique Alexandre-Papanastasiou, qui a disparu au moment de l'arrestation du professeur Karayorgas. Il a réussi à s'échapper et se trouve maintenant en Europe; Mme Simitis sera gardée comme otage par les autorités.

Quant à la journaliste athénienne Lina Alexiou, vingt-deux ans, qui avait été arrêtée pour interrogatoire il y a treize jours, elle a été libérée mardi.

A Salonique, le tribunal militaire a condamné mardi M. Eftychios Bletsas, soixante et un ans, employé à la compagnie d'électricité, à dix-huit mois de prison pour avoir déclaré en public que la valeur de la drachme est dépréciée et ne représente rien à l'étranger.

● *L'article de Simon Wiesenthal, « L'affaire Defregger et les tabous de la justice allemande », paru dans le Monde du 17 septembre, était sous copyright Opera Mundi.*